

# Conférences mondiales : rien n'est acquis

Autor(en): **Durrer, Maryse**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **88 (2000)**

Heft 1443

PDF erstellt am: **17.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-281859>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

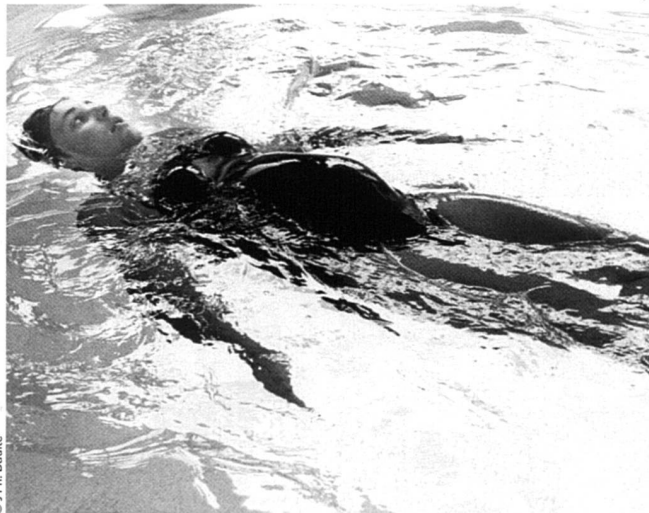
## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Conférences mondiales

# Rien n'est acquis

Cinq ans après les sommets de Pékin et de Copenhague, deux constats : les progrès sont minces et la volonté politique semble manquer à l'appel. Vigilance et mobilisation sont de mise à la veille de Pékin et Copenhague +5.



© J.Ph. Daulte

Un souhait jamais formulé : que les femmes rentrent à la maison et qu'elles se consacrent à leur rôle « unique », celui de mère.

Maryse Durrer

À Pékin en 1995, avec l'acceptation de la plate-forme de la IV<sup>e</sup> Conférence sur les femmes des Nations Unies, il semblait acquis que dorénavant, aucun aspect de la vie sociale, politique, économique ne saurait échapper au crible du « genre », assurant par là une réelle égalité entre femmes et hommes. La même année, à Copenhague, le Sommet mondial pour le développement social balisait le chemin permettant d'éradiquer la pauvreté, d'assurer un travail digne à chacun-e, et de transformer la société. La concrétisation de ces engagements solennels laissait entrevoir des lendemains où l'égalité, les droits humains (et non seulement les droits de l'homme), le travail – rémunéré ou non – réellement partagé, et l'accès équitable aux ressources deviendraient réalité. Enfin des lendemains qui chantent !

L'étape suivante aurait dû être, d'une part, de montrer comment le développement social n'est pas séparable du développement économique, mais qu'au contraire, il dépend directement des politiques économiques des divers pays et du système économique mondial, et d'autre part, de se donner réellement les moyens d'une politique de « genre ». Cette étape n'a pas été franchie.

### Constats amers

Au printemps 2000, les Nations Unies invitent à faire le bilan des cinq années écoulées. Première constatation : cinq ans, c'est bien court pour permettre un réel changement. Demander à l'appareil des Nations Unies et aux administrations gouvernementales de suivre simultanément deux processus d'analyse, de réflexion et de négociations semble excéder leurs capacités. Le deuxième constat se fonde à partir de la plate-forme de Pékin '95, qui donne des outils concrets pour vérifier le

chemin parcouru. On constate qu'il y a eu des avancées sur le plan juridique et quelques progrès réalisés « sur le terrain ». Or, ces derniers sont dus à l'engagement de la société civile bien plus qu'à la volonté des États.

Quatre obstacles caractérisent les attitudes des différents pays : peu ou pas de volonté politique, la non-allocation de ressources, l'insuffisante prise de conscience de l'opinion publique sur l'importance des enjeux, et le manque de statistiques ventilées selon le sexe. De tout ce processus se dégage une impression désagréable de fuite en avant, aussi bien du côté des États que de celui des ONG. Il semble plus simple de continuer à imaginer des stratégies, même si celles énoncées quelques années auparavant n'ont pas encore donné de résultats. Facilité ou impuissance ?

### Réticences antiféministes

Une revendication, extrêmement importante pour les femmes, illustre parfaitement

cette situation. Tout ce qui touche à la capacité des femmes à donner la vie continue à être un abcès de fixation. Dès que l'on parle d'éducation sexuelle, de planning familial, de contraception, d'avortement, de santé génésique ou de droits reproductifs (selon la terminologie barbare des Nations Unies), la situation est bloquée comme c'était déjà le cas au Caire en 1994 ou à Pékin en 1995. Les timides actions acceptées dans la douleur et avec de multiples réserves sont remises en question, et toute la négociation recommence, pour aboutir à une formulation légèrement différente, mais pas plus contraignante. Et que dire des droits des lesbiennes, revendication forte des femmes du Nord, mais véritable épouvantail pour la plupart des pays du Sud.

Ceux qui tendent à expliquer toutes les difficultés de la société par la faute du féminisme – et qui avancent masqués aussi bien du côté des États que parmi les ONG – sont omniprésents, avec un seul credo, même s'il n'est jamais formulé explicitement : que les femmes rentrent à la maison et qu'elles se consacrent entièrement à leur rôle « unique », celui de mère. Cet exemple démontre clairement que rien n'est acquis et qu'il nous faut rester vigilantes, alerter l'opinion publique et interpellier sans cesse nos gouvernements sur les dispositions qu'ils prennent pour que les documents qui seront adoptés en juin, aux sommets de Pékin +5 (à New York) et Copenhague +5 (à Genève), ne restent pas des vœux pieux.